



TOULOUSE, le 21 Septembre 2017

**Syndicat National de l'Education
Physique de l'Enseignement Public**
Fédération Syndicale Unitaire

**Claude BOYALS, André CASTELLAN,
Pascal MARTIN, Jean-Paul POITOU**
Co-secrétaires académiques du SNEP-FSU

Bonjour,

Suite au débat mené lors du Conseil Académique du SNEP Toulouse réuni ce mardi 19 septembre 2017, nous vous faisons part de notre position concernant le mouvement social naissant s'opposant aux ordonnances contenant les transformations du code du travail.

La semaine dernière, nous exprimions déjà, en secrétariat académique, notre désapprobation concernant les décisions de la FSU et du SNEP national sur l'appel à la grève du 12 septembre :

- Pas de communication FSU, un positionnement flou, sans appel à la grève, mais avec un dépôt de préavis, un ralliement tardif sous forme de soutien et pour parachever le brouillage, l'annonce d'une action fonction publique le 10 octobre. Le bulletin POUR est arrivé le 13 dans nos boîtes (avec un titre plus qu'ambitieux, puisqu'il y est fait allusion à la révolution soviétique) !!!

- Force est de constater que le SNEP s'est rangé derrière cette position. RIEN dans le bulletin de rentrée et un titre, « la rentrée en chantant » qui s'apparente à une vraie provocation.

Ce que nous comprenons de ce positionnement :

- La loi travail ne nous toucherait pas ou de très loin, et nous ne serions pas concernés.
- Par contre, les attaques sur la FP et les fonctionnaires sont sur notre champ de syndicalisation, ce qui nous donne une légitimité à intervenir.
- Il serait très compliqué de mobiliser les fonctionnaires sur la loi travail.
- La journée du 10 octobre est ciblée sur les salaires des fonctionnaires et la défense des services publics.

Elle ne s'inscrit pas dans une cohérence d'action et rien n'est fait pour permettre de comprendre la logique politique de ce gouvernement. Ce serait considérer, en tout cas c'est ce que ça laisse entendre, que Macron/Philippe et consorts agissent au coup par coup, tous azimuts.

Les conséquences d'un tel positionnement :

- Quasiment aucun travail syndical pour préparer le 12. Une disparité d'un syndicat à l'autre dans la FSU, d'un département à l'autre.
- Une fragmentation des actions sans convergence possible.
- Un constat navrant, il n'y a pas de stratégie de lutte, ou alors elle est très secrète !

En revanche, ce gouvernement est en ordre de bataille, avec un projet politique très avancé, très cohérent, que Macron a résumé par cette formule : « faire de la France une start-up nation ». C'est l'achèvement d'une véritable contre révolution sociale qui a démarré dans les années 80 et qui a vu le droit du travail être attaqué régulièrement, la répression et la criminalisation de l'action syndicale s'amplifier, les services publics être privatisés ou managérés.

A cela s'ajoute un délitement des partis politiques, quels qu'ils soient, entraînant une forme de dépolitisation de nos collègues qui les rend sensibles à une stratégie de com très bien orchestrée (vous êtes des acteurs du système, nous allons libérer les énergies créatrices, faire appel à notre responsabilité et nos capacités d'innovation pour une

société moderne,...) et des mesures qui pourraient les satisfaire (assouplissement de la mise en place des EPI, retour des lettres classiques, des classes bi-langues et section internationale, 100% de réussite au CP,)

Il nous semble, au contraire de la position du SNEP et de la FSU, qu'il est urgent de définir et de mettre en œuvre, avec toutes les forces, un véritable plan d'action sur une stratégie claire qui engage tous les niveaux dans une lutte que de toute façon le gouvernement a planifiée. La référence à octobre 1917, en couverture du dernier n° de POUR, prendrait là tout son sens, même si bien entendu, l'insurrection révolutionnaire n'est pas le but de l'action syndicale,... mais bon si elle peut y participer !!!)

Ce plan selon nous devrait comporter 3 niveaux :

- Informer, convaincre, débattre. Ne pas laisser la bataille des idées aux mains des seuls médias dont on sait par ailleurs par qui ils sont détenus.
- Agir en ayant une cohérence, en ouvrant des perspectives de convergence par une compréhension des logiques et pas uniquement une connaissance des mesures combattues. Assurer une permanence du mouvement social. Il y a à réfléchir sur la diversité des actions possibles (nuit debout nous appris des choses de ce point de vue).
- Rassembler-unir-élargir. Toutes les initiatives qui pourront nous rassembler, montrer un front unitaire (syndicats, politiques, associations, collectifs divers, personnalités,) sont à encourager pourvu qu'elles restent respectueuses des identités de chacun.

Dans cette stratégie, la journée du 10 octobre ne peut pas être une grève catégorielle sur le salaire des fonctionnaires mais l'occasion d'affirmer les Services Publics comme modèle d'une société égalitaire, solidaire. Certes, ils doivent être améliorés et surtout développés, à l'opposé de l'orientation marchande et destructrice voulue par Macron et préparée par ces prédécesseurs. La casse du code du travail fragilisera les salariés et rendra encore plus anachroniques les statuts de la fonction publique.

Il est essentiel que les agents soient protégés dans leur emploi.

Il est essentiel que les agents soient revalorisés.

Il est essentiel que nos métiers redeviennent attractifs.

Nous devons dénoncer les attaques contre le service public et ses agents (gel du point d'indice, 120000 suppressions de poste, jour de carence, remise en cause des accords PPCR...), mais nous devons le faire à partir d'une explication globale en dénonçant la logique libérale du gouvernement. « L'uber-état » que Macron compte mettre en place, avec la complicité avide du MEDEF, ne peut pas s'envisager sans la destruction de pans entiers des services publics, dont l'éducation serait le « gros lot ».

De ce fait, Il ne s'agit plus de faire une journée de grève, mais de s'inscrire dans une véritable lutte pour mettre un frein au projet emblématique, « la loi travail XXL », visant la transformation de notre société en une « start-up nation ». Nos mots d'ordre doivent converger vers l'exigence d'une plus grande protection des salariés, et une meilleure répartition des richesses notamment par le développement des services publics.

NON à cette société du fric avant tout, nous valons mieux que ça

OUI un autre code du travail est possible

OUI à plus et mieux de services publics

Retrait des ordonnances et abrogation de la loi El Khomri

Il n'en reste pas moins que nous sommes conscients des difficultés de mobilisation :

- Ce gouvernement vient d'être (mal) élu, mais connaît le côté legaliste de nos collègues.
- Nombre de nos collègues, pour des raisons diverses, ont contribué à l'élection de Macron et au succès de LREM.
- Une individualisation de la profession, un repli sur le périmètre de sa carrière, ses classes, son établissement, sa famille, ses loisirs,, semblent se développer.

Le travail peut apparaître colossal !

Mais la réussite du 12 sept devrait nous encourager.

Et comme le dit François Ruffin « à la fin c'est nous qu'on va gagner ! »